

LA NOUVELLE DONNE FINANCIÈRE ET FISCALE DES COLLECTIVITÉS

VENDREDI 2 FÉVRIER 2018



SYNDICAT NATIONAL
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

2ème Congrès des dirigeants territoriaux
Union Languedoc-Roussillon



Évolution ou Révolution territoriale ?

local
nova



SOMMAIRE

Introduction	page 3
DGF – Dotation Globale de Fonctionnement	page 5 – 7
DRF – Dépenses réelles de fonctionnement	page 8 – 11
EB – Épargne brute	page 12 – 15
CD – Capacité de désendettement (y-c cession)	page 16 – 17
Conclusion	page 18



INTRODUCTION

Les collectivités locales françaises ont subi en 2014 puis de 2015 à 2017 deux vagues successives et profondes de réduction de leur dotation d'état.

Ces deux vagues ont été justifiées par la volonté de l'Etat de respecter les critères de Maastricht et de mobiliser les collectivités locales dans son effort.

Les pertes de ressources ont été significatives et ont conduit les collectivités à mobiliser de nouvelles ressources ou à réduire leur niveau de dépenses et/ou de services.

Le nouveau gouvernement a décidé en 2017 d'engager avec les plus grandes collectivités une démarche pluriannuelle d'encadrement des dépenses de fonctionnement et d'endettement en contrepartie d'une stabilité des dotations. Ces 2 règles pourraient éventuellement à terme être appliquées à un plus grand nombre de collectivités. Ce support présente la situation existante et passée observée sur les communes de la région Occitanie par département et par strate de population.

NOUVELLES RÈGLES DE FINANCE PUBLIQUES 2018-2022

Règle 1

Encadrement de l'évolution des dépenses

- Contractualisation avec les 340 collectivités et EPCI à FPU dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'année 2016 sont supérieures à 60 millions d'euros
- Plafond de 1,2% par an en moyenne, inflation comprise (dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal)

Règle 2

Encadrement du désendettement

Objectif ratio de désendettement (sans valeur normative) :

- Communes de plus de 10 000 habitants et EPCI de plus de 50 000 habitants : 11 à 13 ans
- Départements et Métropole de Lyon : 9 à 11 ans
- Régions, collectivités de Corse, de Guyane et de Martinique : 8 à 10 ans

ANALYSE & **BENCHMARK OCCITANIE** LA NOUVELLE DONNE FINANCIÈRE ET FISCALE



SYNDICAT NATIONAL
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

2ème Congrès des dirigeants territoriaux
Union Languedoc-Roussillon



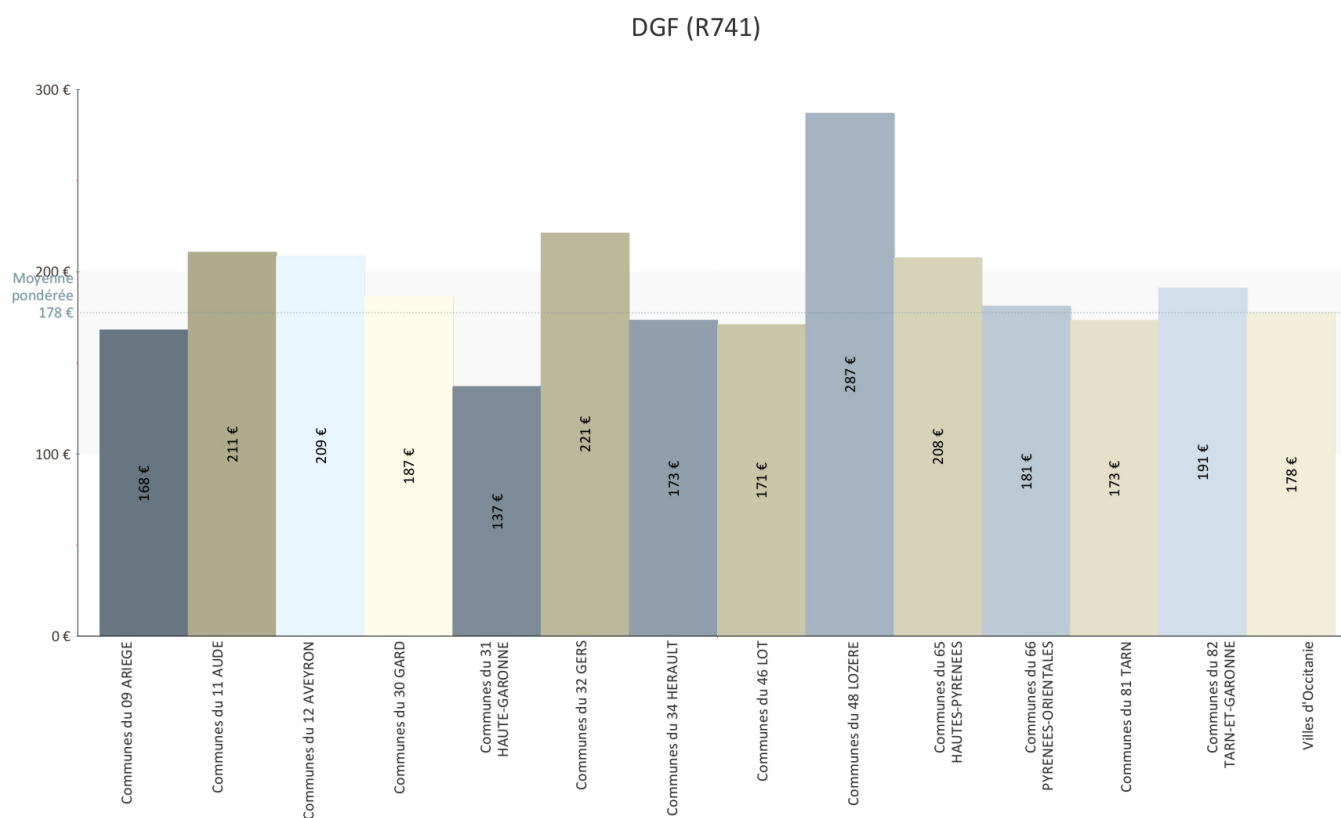
local
nova

Évolution ou Révolution territoriale ?



COMMUNES DES DÉPARTEMENTS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

DGF 2016 PAR HABITANT



COMMENTAIRES

La DGF des communes d'Occitanie s'établit en moyenne à 178 €/hab sur la région Occitanie.

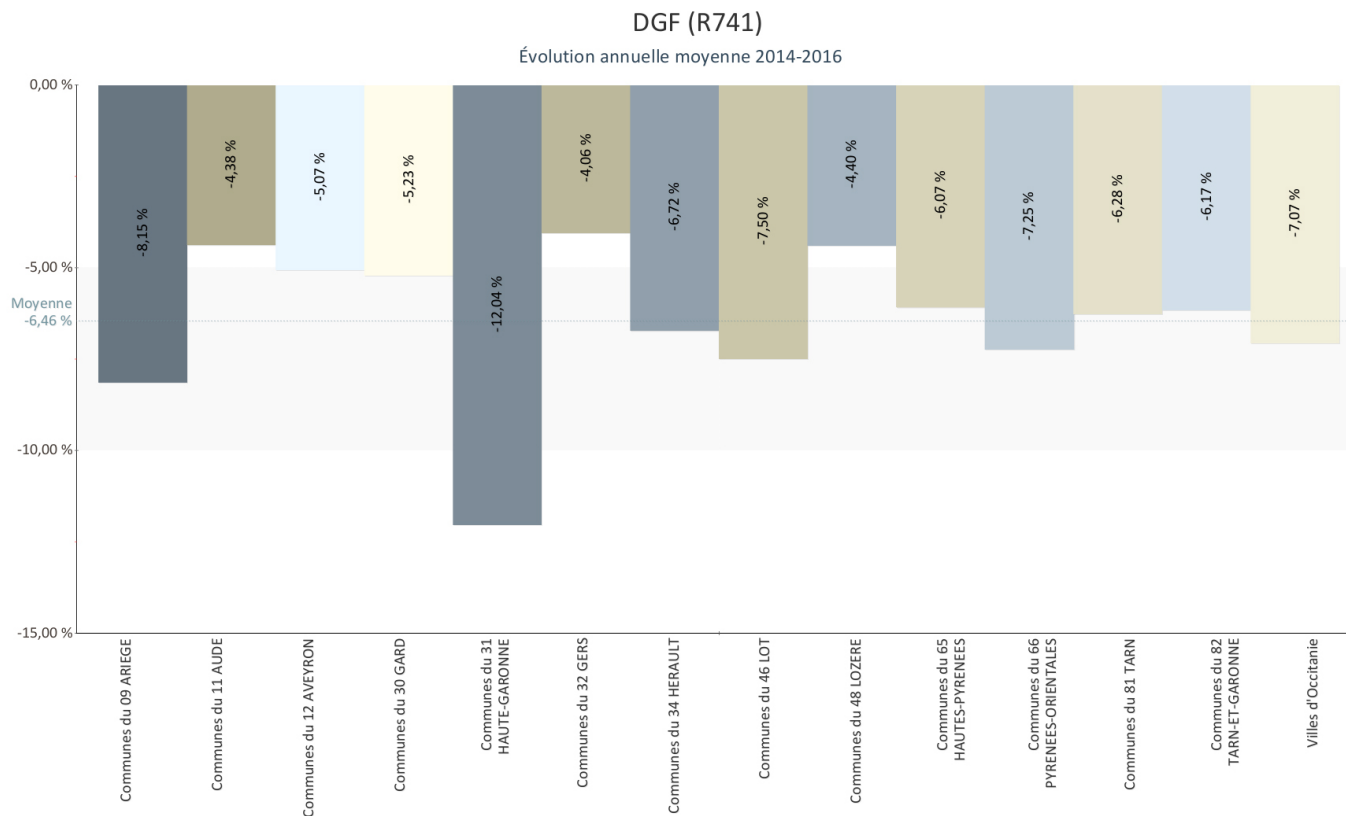
La dispersion par département est assez importante (137-287 €/hab).

Les départements ruraux concentrent un niveau de DGF globalement plus élevé. Inversement, les deux départements les plus urbanisés (31 et 34) concentrent un niveau de DGF globalement plus faible.



COMMUNES DES DÉPARTEMENTS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

VARIATION MOYENNE DGF



COMMENTAIRES

La perte de ressources de dotations d'Etat (DGF) a été de l'ordre de 7% sur la période 2014-2016.

Cette baisse représente une perte de 175 M€ sur 2 ans et en cumulé sur 2 ans une perte de 260 M€.

La Haute Garonne, département le plus peuplé est le plus impacté.

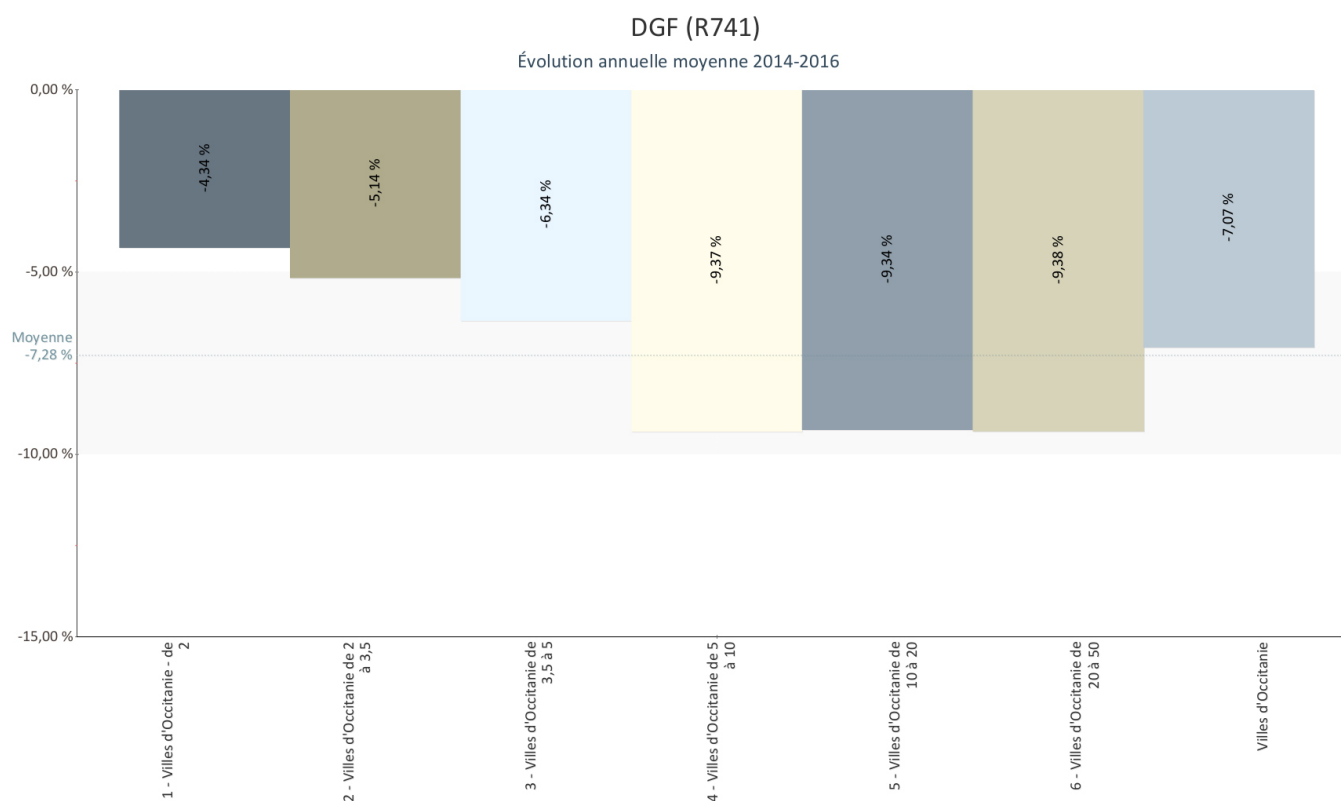
Mais la corrélation population DGF s'arrête là. En effet, la perte est en proportion plus forte pour quelques départements ruraux.



STRATES COLLECTIVITÉS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

VARIATION MOYENNE DGF

COMMENTAIRES



L'analyse par strate de la perte de DGF affine la lecture et permet d'identifier les strates de population les plus fortement impactées.

Ce sont les communes de plus de 5 000 habitants qui payent le plus lourd tribut.

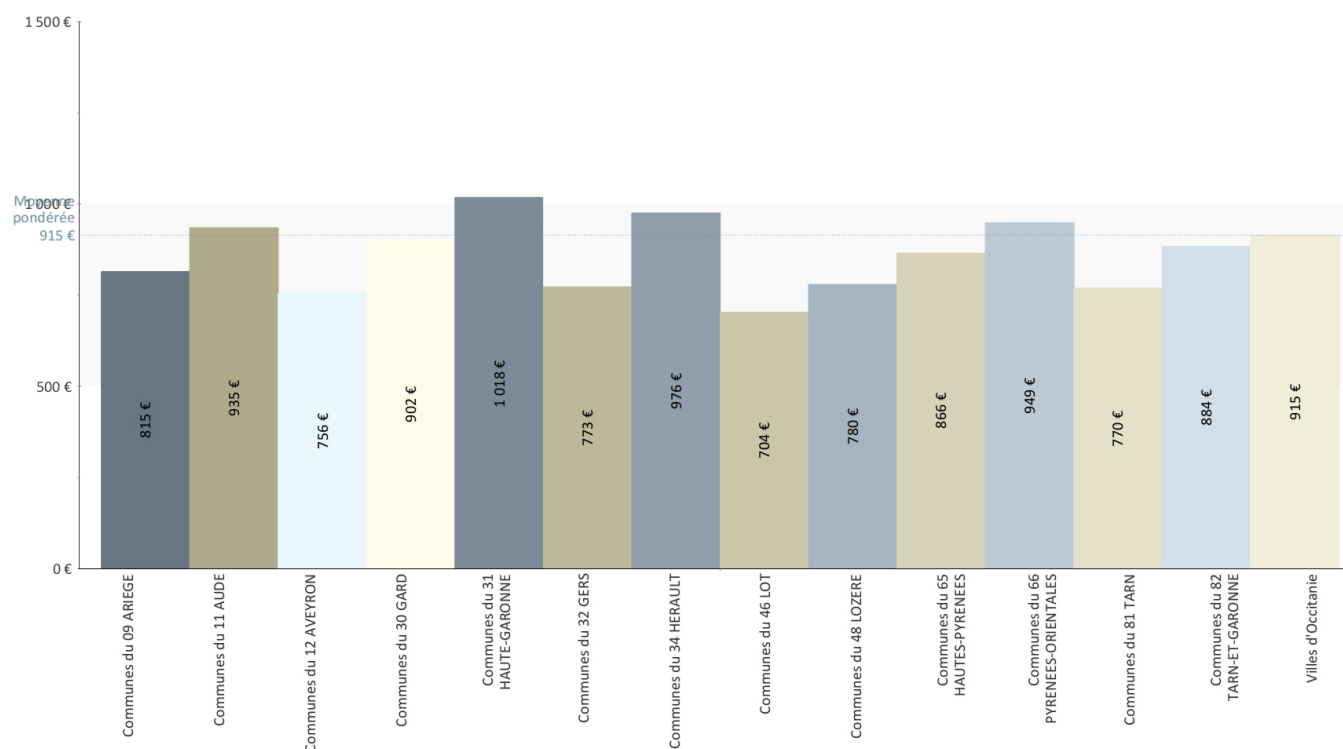


COMMUNES DES DÉPARTEMENTS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT 2016 / € / Hab .

COMMENTAIRES

Dépenses réelles de fonctionnement



Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent en moyenne à 915 €/hab sur la région Occitanie.

La dispersion par département est assez importante (704-1018 €/hab) mais assez cohérente.

Les départements urbains et/ou comportant une zone littorale et touristique concentrent une part importante de dépenses.

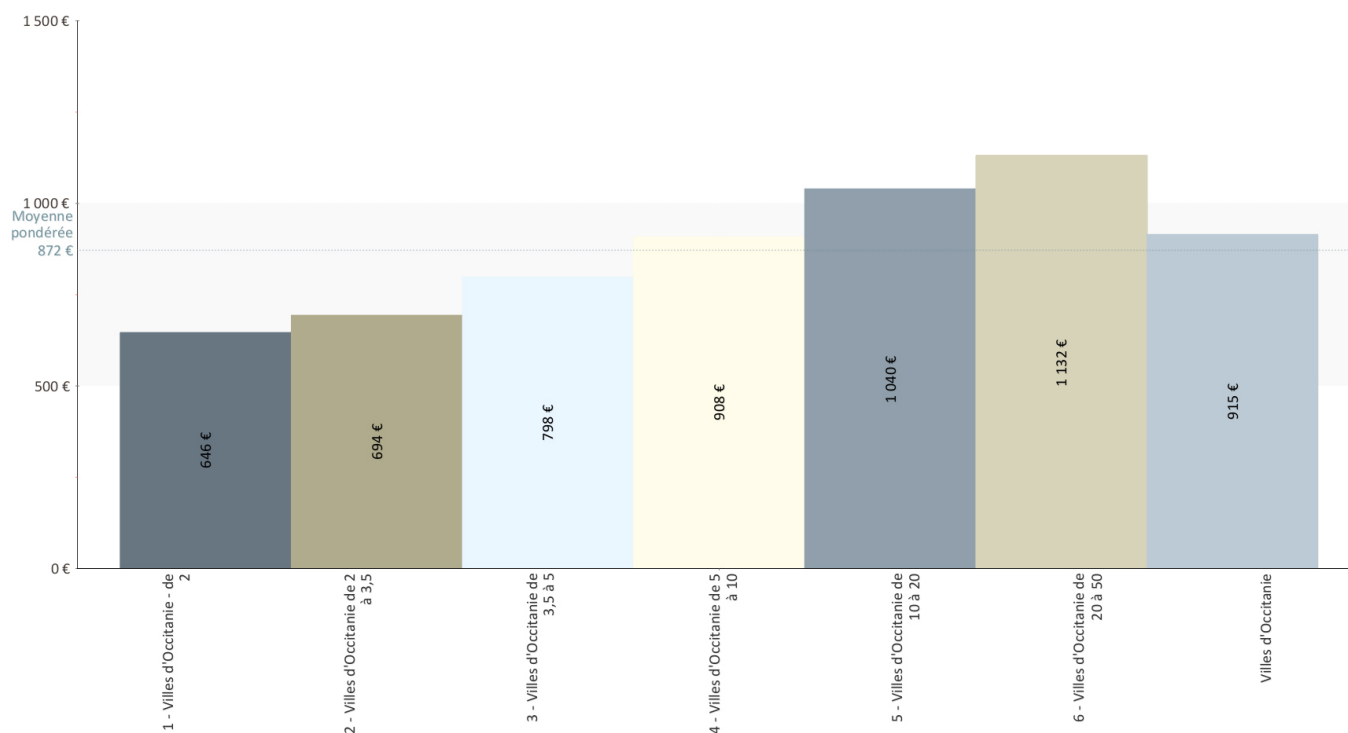


STRATES COLLECTIVITÉS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT 2016 / € / Hab .

COMMENTAIRES

Dépenses réelles de fonctionnement



L'analyse par strate des dépenses de fonctionnement (DRF) affine la lecture et permet d'identifier les strates de population pour lesquelles les DRF sont les plus élevées.

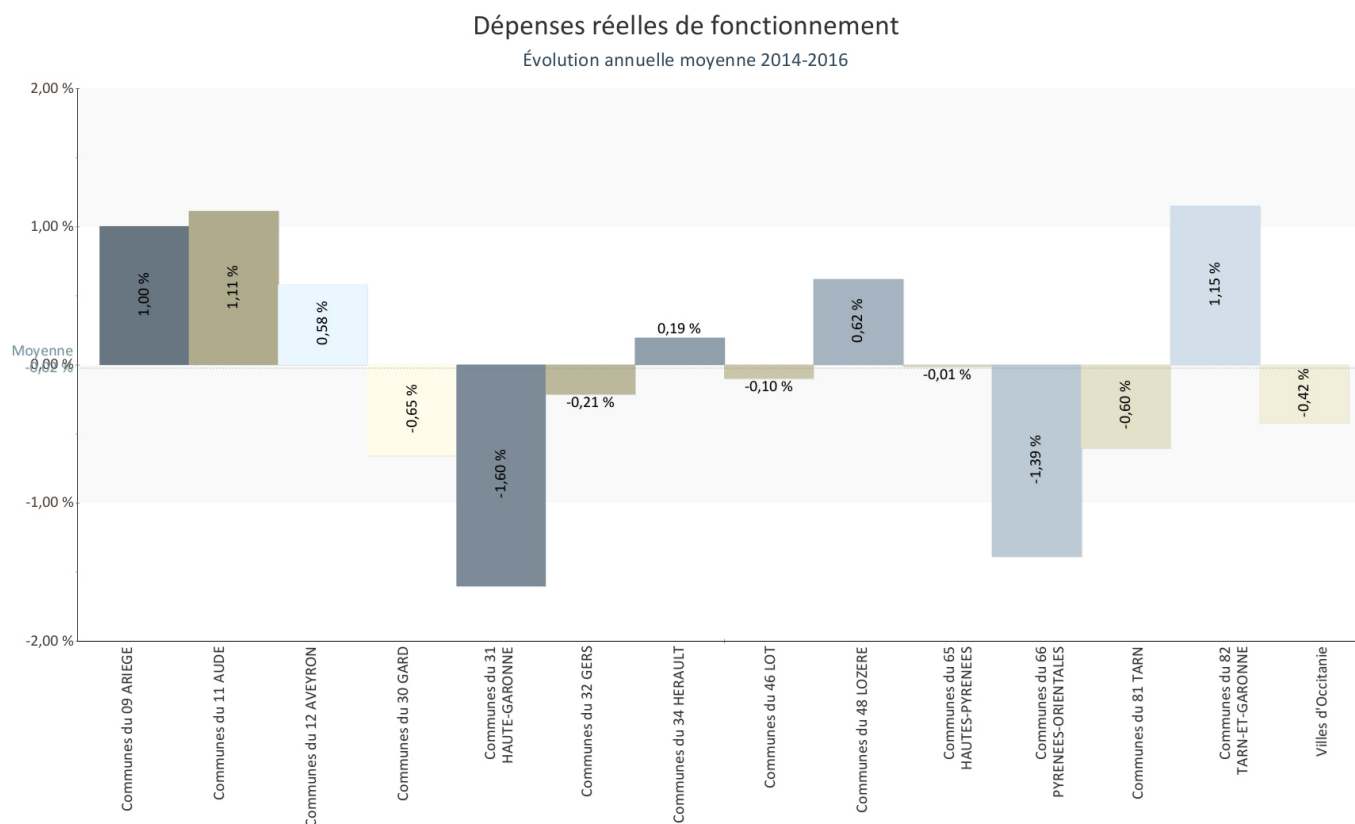
Ce sont les communes de plus de 10 000 habitants qui concentrent la part la plus élevée de DRF, ce qui compte tenu de leur rôle urbain confirme la notion de charge de centralité.



COMMUNES DES DÉPARTEMENTS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

VARIATION DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT EN %

COMMENTAIRES



Évolution moyenne annuelle des dépenses réelles de fonctionnement des communes par département entre 2014-2016 ressort à 0,42% soit - 48 M€.

Les communes d'Occitanie ont donc actionné le levier économies de dépenses pour compenser la perte de ressources.

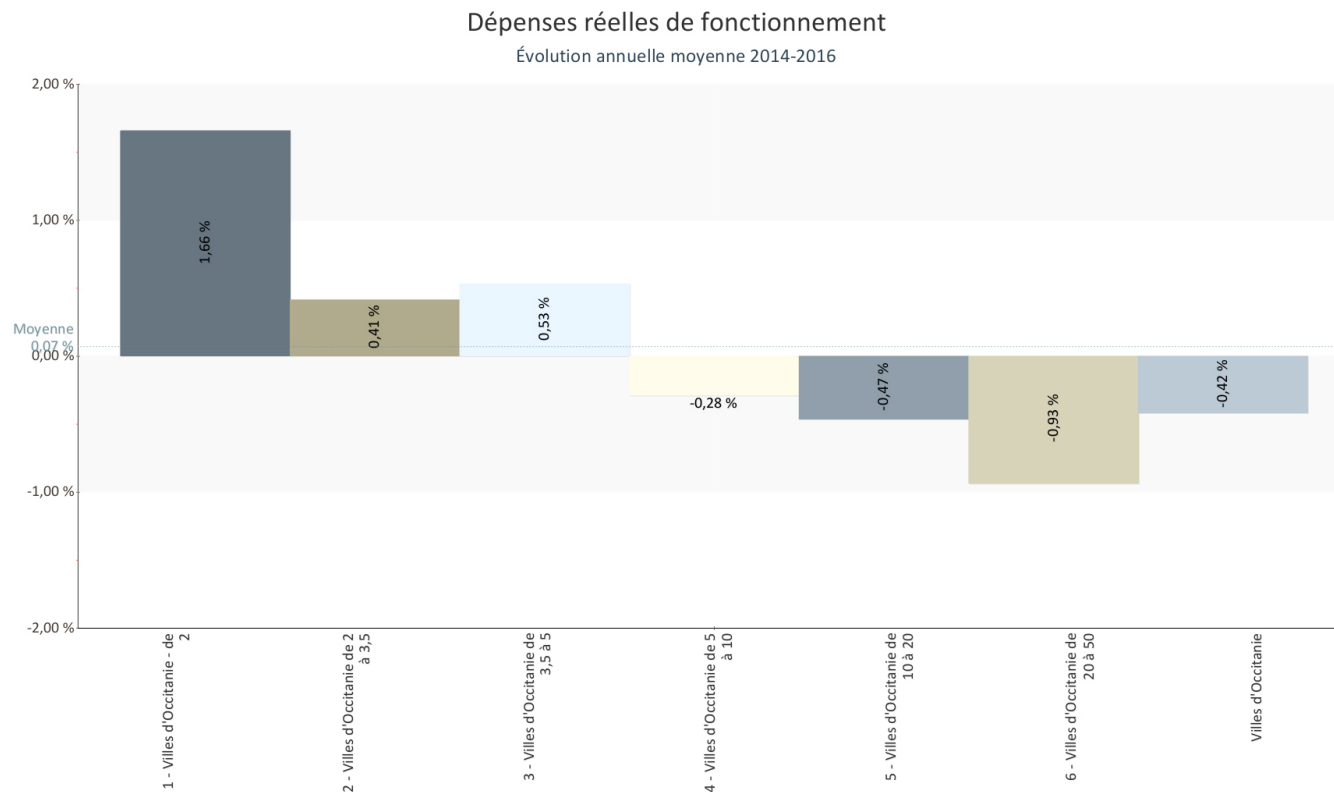
Toutefois l'analyse par département souligne que cette baisse a été d'une part inégale en % et selon les départements et n'est pas corrélée à la baisse de DGF.



STRATES COLLECTIVITÉS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

VARIATION DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT EN %

COMMENTAIRES



L'analyse par strate de l'évolution des DRF affine la lecture et permet d'identifier les strates de population les plus fortement impactées.

Ce sont les communes de plus de 5 000 habitants qui ont actionné le levier économies de dépenses.

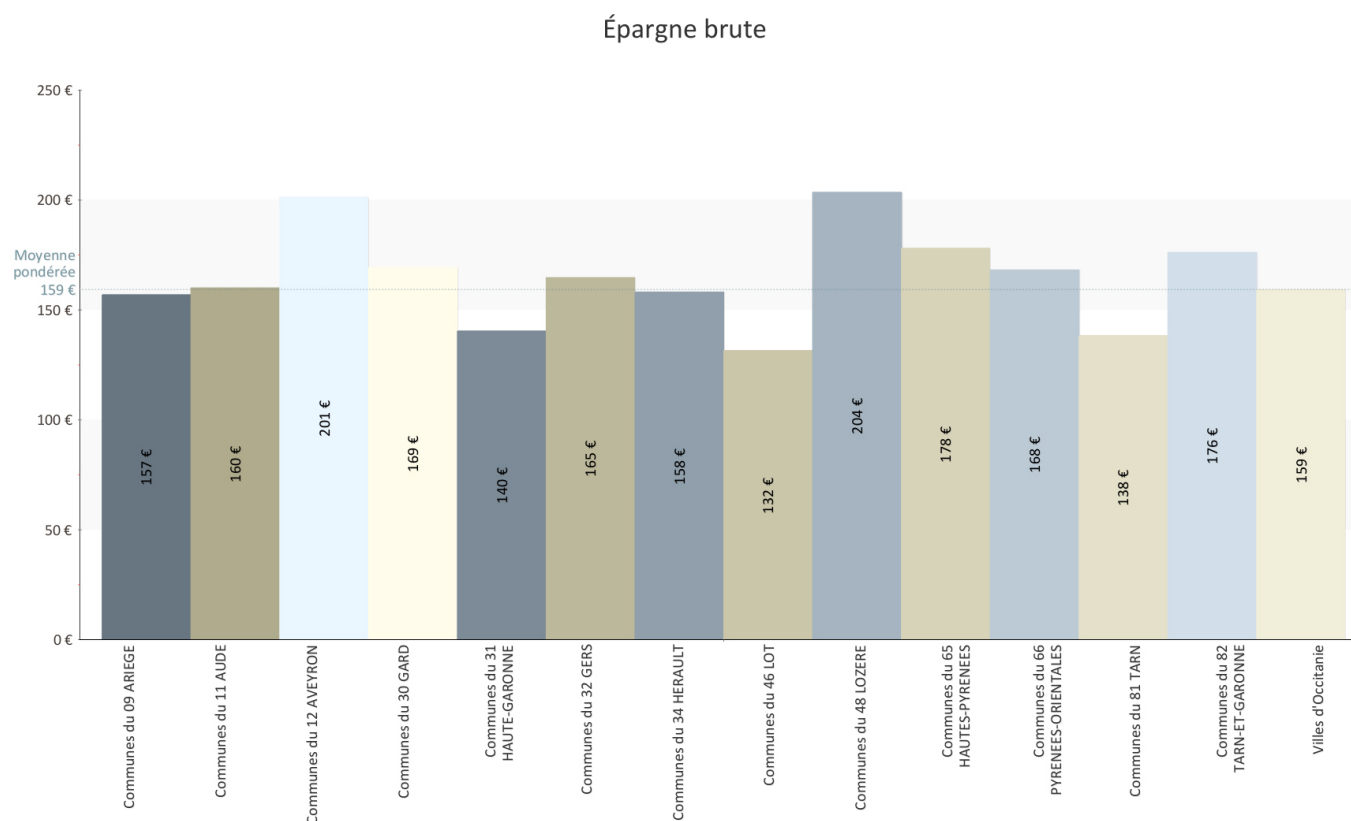
Mis en miroir du graphique de la variation de GF par strate, on peut aisément établir une corrélation entre baisse de DGF et économies de dépenses.



COMMUNES DES DÉPARTEMENTS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

ÉPARGNE BRUTE 2016 / € / Hab .

COMMENTAIRES



Épargne brute, le solde financier entre les recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) et les dépenses réelles de fonctionnement s'établit à 159 €/hab.

L'écart d'épargne ressort en €/hab entre 132 (Lot) et 204 (Lozère).

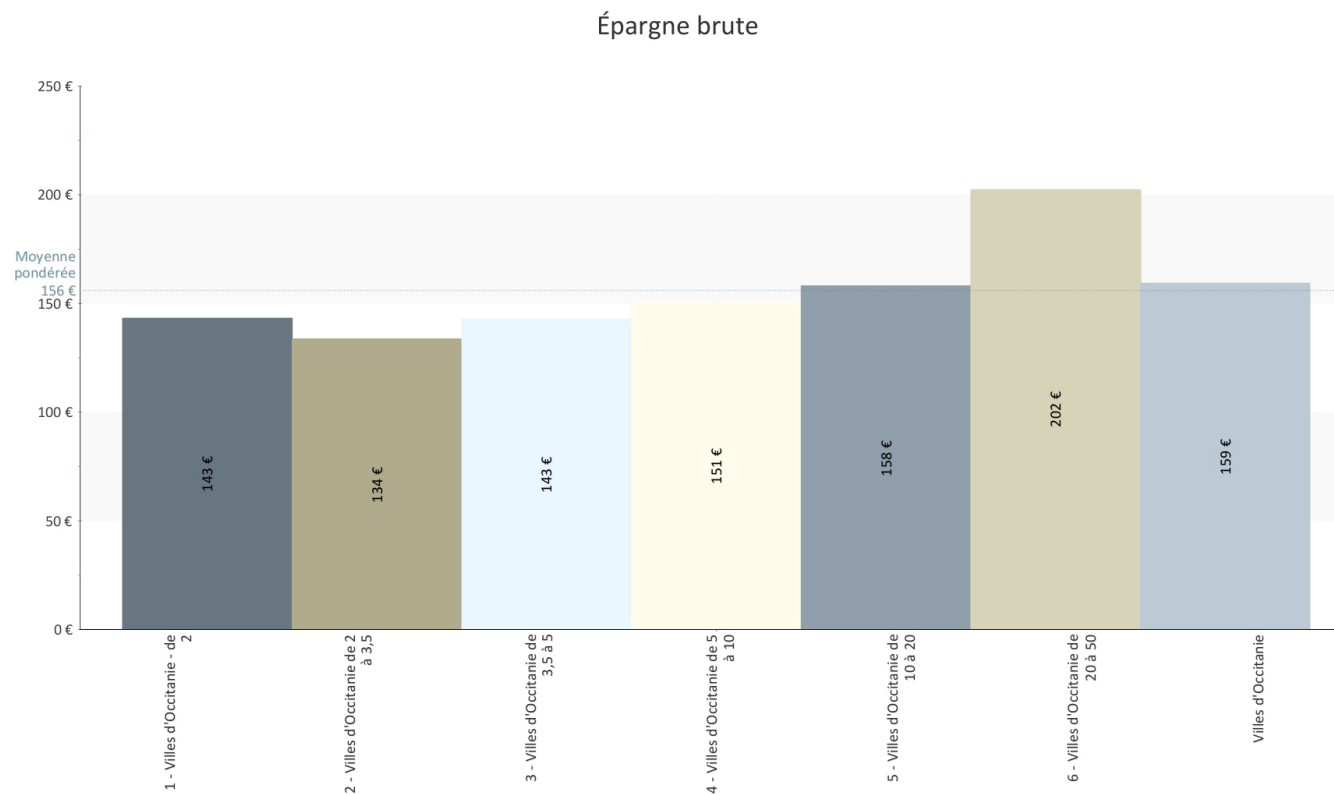
Les communes des départements de l'ex Languedoc Roussillon (hors Lozère) ont un niveau d'épargne brute plus faible (historiquement) du fait d'une richesse fiscale plus faible et de leur situation touristique.



STRATES COLLECTIVITÉS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

ÉPARGNE BRUTE 2016 / € / Hab .

COMMENTAIRES



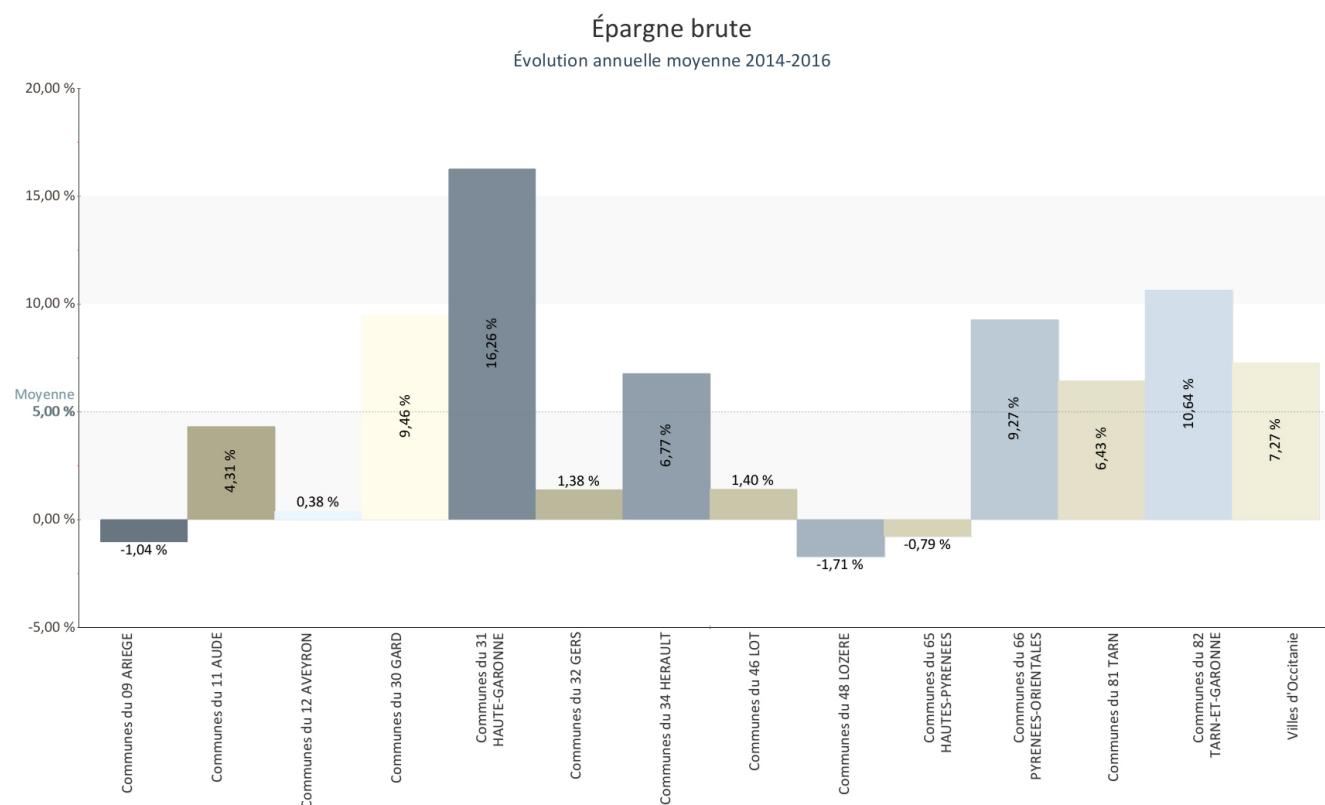
L'Épargne brute par strate de collectivités et par habitants en 2016 est globalement linéaire à l'exception de la strate des 20-50 000 habitants dont le niveau d'épargne est plus élevée.

L'analyse départementale de cette dernière strate ne permet pas de tirer d'enseignement géographique ni institutionnel (métropole).



COMMUNES DES DÉPARTEMENTS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

VARIATION ÉPARGNE BRUTE EN %



COMMENTAIRES

Évolution moyenne annuelle de l'épargne brute (EB) des communes par département entre 2014-2016 ressort à + 7,72 %.

Les communes d'Occitanie ont donc plus que compenser la perte de DGF.

Cette situation est toutefois différente selon les départements.

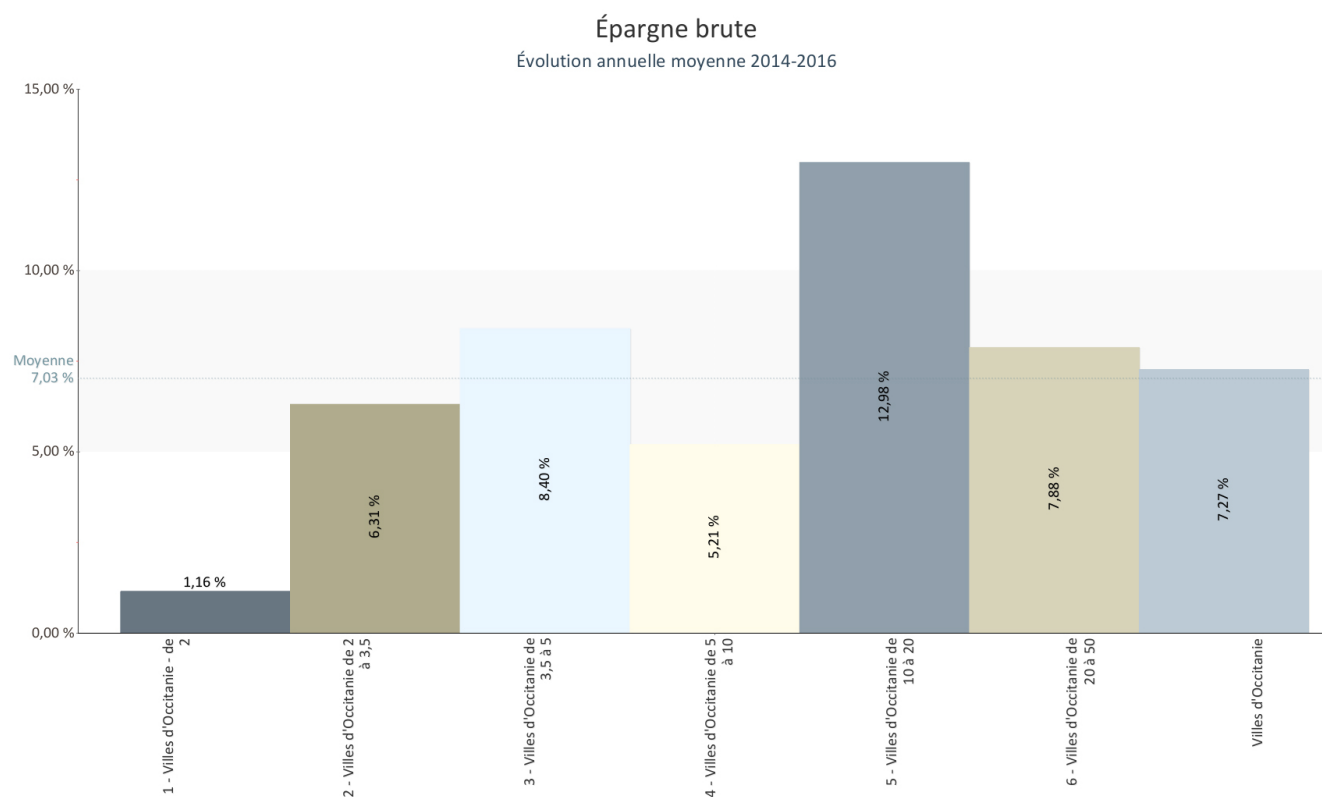
3 d'entre eux (départements ruraux) voient leur EB baisser alors que les départements à forte population ont très bien résisté.



STRATES COLLECTIVITÉS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

VARIATION ÉPARGNE BRUTE EN %

COMMENTAIRES



L'examen de la variation de l'Épargne brute par strate de collectivités et par habitants en 2016 montre que toutes les strates résistent assez bien à l'exception des communes très rurales.

Leurs leviers d'actions sont en effet plus réduits (tant en économie qu'en potentiel fiscal).

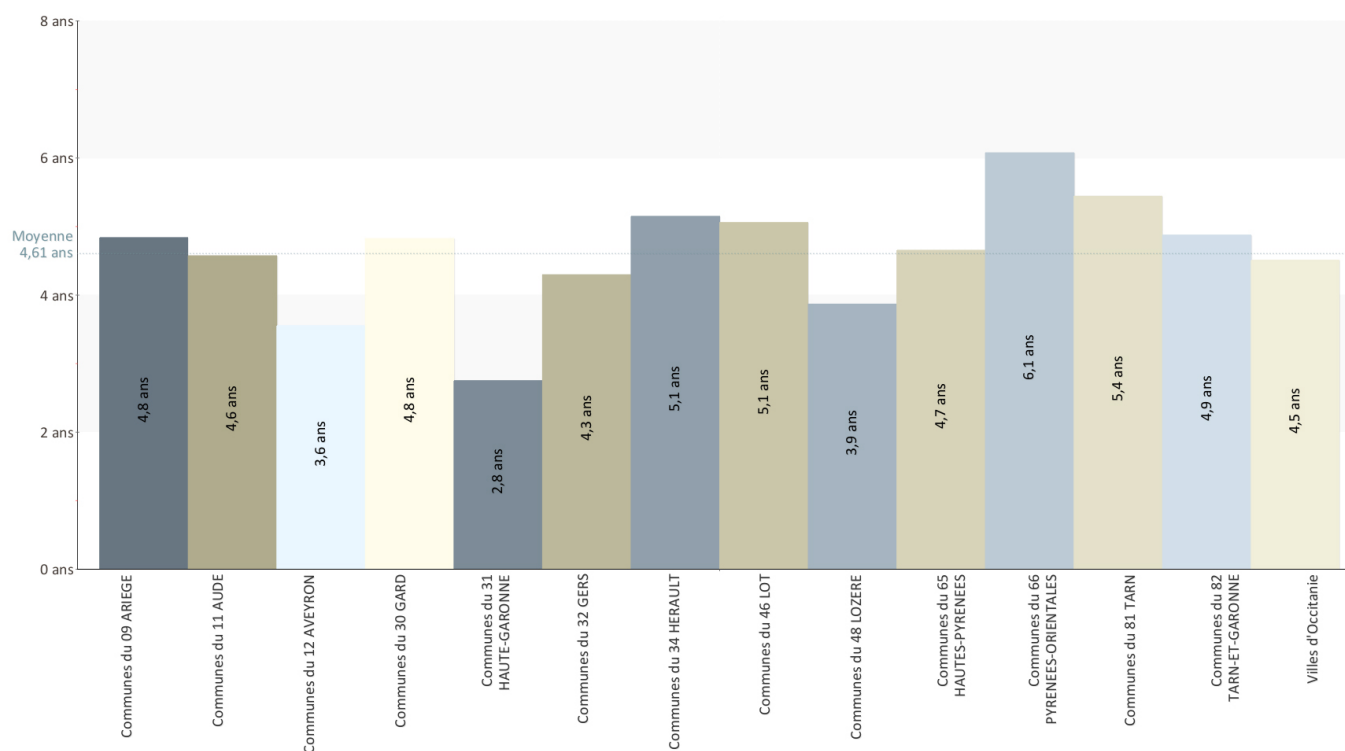


COMMUNES DES DÉPARTEMENTS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT 2016 EN ANNÉE

COMMENTAIRES

Capacité de désendettement (y.c. cessions)



En moyenne régionale, la capacité de désendettement s'établit à 4,5 ans, significativement en dessous les seuils définis par l'Etat.

Il convient toutefois de souligner que les seuils de référence sont définis pour de très grandes collectivités mobilisant plus de dette.

A noter la situation atypique de la Haute Garonne dont le niveau ressort à 2,8 années. Cette situation s'explique par le niveau élevé de compétences exercées par la métropole et les EPCI.

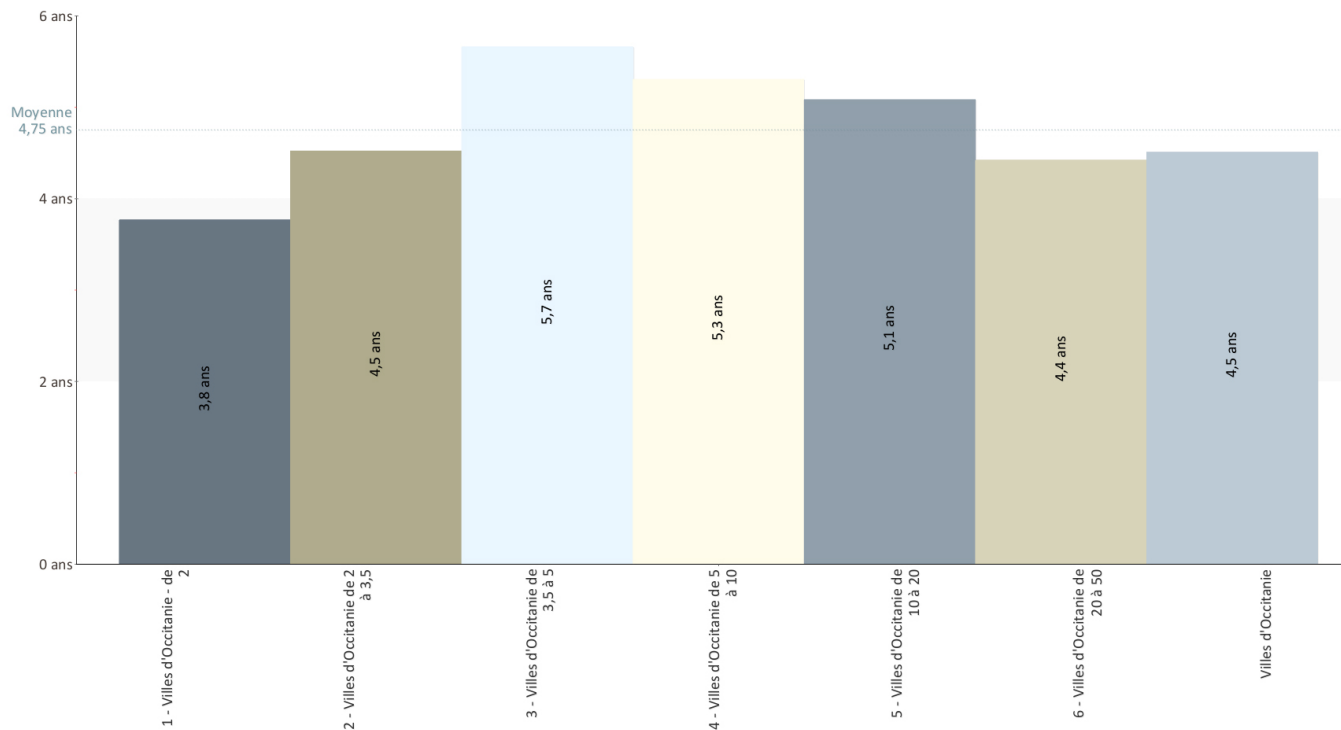


STRATES COLLECTIVITÉS OCCITANIE – COMPTES ADMINISTRATIFS

CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT 2016 EN ANNÉE

COMMENTAIRES

Capacité de désendettement (y.c. cessions)



La capacité de désendettement des communes en Occitanie est assez proche quelque soit les strates de collectivités.

Les communes de 3 500 à 20 000 plus communément appelées « petites villes » connaissent un ratio plus soutenu en raison de leur position fréquente de bourg-centre.



CONCLUSION GENERALE

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

La variation de DRF se situerait en deçà des seuils fixés par l'Etat

La croissance de l'épargne brute permet de confirmer que les communes ont plus que compensé cette perte en actionnant le levier des économies de gestion et en mobilisant de ressources supplémentaires.

Cette situation est toutefois très contrastée selon les secteurs et les strates

RATIO DE DESENDETTEMET

Le niveau de capacité de désendettement se situerait en deçà des seuils fixés par l'Etat et ce quelque soit le département et les strates de population.

Cette situation d'ensemble masque toutefois des situations individuelles plus critiques.

LA NOUVELLE DONNE FINANCIÈRE ET FISCALE DES COLLECTIVITÉS

VENDREDI 2 FÉVRIER 2018

local
nova

Étude réalisée par Localnova
Contact. Frédéric Maury
Email. frederic.maury@localnova.fr
Tel. 06 59 90 51 30



SYNDICAT NATIONAL
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES